

rough a fait allusion. Les députés libéraux se sont ralliés aux députés des deux côtés pour accepter à l'unanimité que les deux rapports établis en 1976 et 1977 reflétaient l'inquiétude que suscitait le problème nord-sud chez bien des députés des deux partis.

Ces rapports du sous-comité du développement international démontraient de quel travail le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale est capable quand on lui en donne suffisamment la possibilité. Ces rapports font exception à la lassitude générale qui caractérise le travail des comités dans l'ensemble et plus particulièrement celui du comité des affaires extérieures et de la défense nationale. Si l'on peut aider les Canadiens à mieux comprendre dans un sens élargi les possibilités qui s'offrent à eux et les obligations qui leur incombent et que le député de Hillsborough situe dans une région particulière, les Antilles, c'est par l'entremise du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Je dis à la Chambre avec assurance qu'avant longtemps il y aura des initiatives de prises qui donneront à la population du Canada une direction qui se chargera d'expliquer et d'appuyer les mesures recommandées par les députés des deux côtés qui ont participé à ces séances.

Je citerai brièvement quelques articles de ce rapport du sous-comité du développement international. Mon ami de Hillsborough, en parlant du problème nord-sud tel qu'il existe dans les Antilles, a parlé indirectement du problème de l'endettement auxquels font face aujourd'hui les pays en voie de développement. Le rapport que le sous-comité a présenté à la Chambre et au gouvernement débutait par une citation du secrétaire général du Commonwealth, M. Ramphal, qui est lui-même un fils distingué des Caraïbes. Il a dit:

«Les inégalités du système international sont d'une signification considérable. Elles ont donné lieu à la création de deux mondes entre lesquels l'écart s'accroît. Il y a d'une part le monde des riches et d'autre part le monde des pauvres, unis par leur patrimoine de souffrances communes. Un rideau de pauvreté divise le monde matériellement et idéologiquement. Un de ces mondes est savant, l'autre est analphabète en grande partie. L'un d'eux est industriel et urbanisé, l'autre est surtout agricole et rural; l'un d'eux est consommateur, l'autre lutte pour survivre...»

Le deuxième rapport du sous-comité concernait le financement intermédiaire. L'une des recommandations, en réalité la principale constatation et la principale recommandation, se lit comme suit:

L'acheminement de «l'aide», ou de ressources financières réelles, vers les pays en voie de développement demeure tout aussi important et urgent que jamais et constitue encore la mesure la plus concrète pour évaluer à quel point les pays riches s'efforcent d'aider le monde en voie de développement. Il est important de souligner que cette aide joue encore un rôle important, étant donné que le débat sur le «nouvel ordre économique international» a souvent porté principalement sur les aspects «sans aide» de la coopération.

Quand le député de Hillsborough vient à la Chambre le vendredi après-midi et nous rappelle que nous avons l'occasion de remplir les obligations auxquelles s'est engagé notre pays depuis des années, il obtient pour sa peine un discours où l'on nous annonce que nous devons améliorer nos tarifs aériens nationaux et le taux de change pour nos étudiants. Autrement

dit, avant de nous occuper des grandes affaires du monde, nous devons améliorer notre économie nationale. Monsieur l'Orateur, chaque jour les députés à la Chambre se livrent à l'exercice qui consiste à examiner notre économie nationale sur toutes les coutures et à essayer de l'améliorer.

Le député veut-il chercher à nous faire croire que nous ne pouvons accorder aucune priorité au sujet dont mon ami a parlé? Il oublie qu'un fort pourcentage de la surface du globe et 99.5 p. 100 de la population mondiale ne sont pas au Canada. Ce qui m'horripile, c'est de voir le peu de temps que la Chambre des communes consacre à des débats qui permettraient aux députés de discuter de politiques plus réalistes invitant le Canada à œuvrer en participation dans un monde en pleine évolution. La motion à l'étude qu'a présenté mon ami cet après-midi est marquée au coin du bon sens. C'est une motion tout à fait raisonnable.

J'en lirai la partie essentielle. Il propose la «possibilité de recommander l'octroi d'une aide pour les réunions des chefs des deux régions dans les domaines politique, commercial et pédagogique, en vue de stimuler de façon mutuellement avantageuse un échange nord-sud de marchandises, de personnel, de services et de technologie». Il reconnaît donc la réalité de la condition humaine actuelle qui se trouve menacée par un fossé de plus en plus large entre les 30 p. 100 de la population mondiale qui vit dans les pays nantis, et les 70 p. 100 qui vivent dans les pays en voie de développement, sans moyens pour réaliser une certaine indépendance. C'est la question qui est en jeu aujourd'hui. Le Canada peut assurer une participation plus énergique à l'amélioration de ces relations nord-sud.

Je n'ai certainement pas l'intention d'étouffer cette motion et j'aimerais qu'elle soit renvoyée au comité. Je tiens à ce que le sujet en soit communiqué au public et aux ministériels cet après-midi, car c'est la voix de la sagesse qui souligne la voie pratique à suivre pour relancer précisément le débat nord-sud.

Dans la réponse que le premier ministre a donnée à la Chambre cet après-midi, il faisait allusion à la question, et j'invite le député à s'y reporter et à examiner ce qu'a dit le premier ministre. Il a parlé très à propos de l'embâcle où se trouvait pris le dialogue nord-sud entre pays développés et pays en voie de développement. Tous ceux qui suivent de près les questions internationales n'en sont que trop conscients.

On doit encore faire beaucoup, en replaçant les choses sur des bases raisonnables, comme le suggère mon ami, pour adopter des mesures pratiques qui permettraient de combler ce fossé, afin que les peuples des pays développés comme ceux des pays en voie de développement y trouvent chacun leur avantage. J'invite donc le député à réfléchir à cette question, même s'il doit le faire du haut de la splendide Colombie-Britannique. La Colombie-Britannique, comme l'île du Prince-Édouard, seraient les principaux bénéficiaires de ce rapprochement. Vous le voyez bien, c'est dans l'intérêt des riches comme des pauvres de relancer la productivité dans le monde entier.